

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/34566]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Décret instituant un dispositif expérimental créant un pool local de remplacement pour l'année scolaire 2022-2023 et contenant des mesures diverses en vue de lutter contre la pénurie d'enseignants

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS CREAT UN DISPOSITIF EXPERIMENTAL
DE POOL LOCAL DE REMPLACEMENT**

Section 1^{re}. — Périodes

Article 1^{er}. Le présent titre vise à octroyer des moyens supplémentaires pendant l'année scolaire 2022-2023 aux pouvoirs organisateurs des écoles de l'enseignement primaire situées dans les zones de Bruxelles et de Hainaut-Sud visées respectivement à l'article 1^{er}, points 1 et 10, de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2002 déterminant pour l'enseignement fondamental les zones en application de l'article 13 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, pour la création d'un pool local de remplacement.

Ce pool local de remplacement est créé soit au sein de chaque pouvoir organisateur, soit auprès de plusieurs pouvoirs organisateurs moyennant, dans ce cas, conclusion de la convention de partenariat visée à l'article 6.

En aucun cas, ces périodes ne peuvent bénéficier à d'autres fins que les objectifs visés dans le présent titre.

Art. 2. § 1^{er}. Un total de 1.152 périodes est octroyé aux pouvoirs organisateurs d'enseignement fondamental ordinaire visés à l'article 1^{er}, à raison d'une période par tranche complète de 90 élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2022. Le calcul s'effectue par pouvoir organisateur. Chaque pouvoir organisateur bénéficie d'au moins une période.

En cas de mutualisation visée à la section 2, le calcul s'effectue sur la population primaire globale au 15 janvier 2022 de l'ensemble des écoles constituant le partenariat.

§ 2. Les périodes visées par le présent décret sont octroyées pour une année scolaire, du 1^{er} décembre 2022 au 7 juillet 2023.

Art. 3. Les moyens visés à l'article 2 du présent décret permettent la création d'un ou de plusieurs emplois à prestations complètes dans une fonction de recrutement d'instituteur primaire, telle que définie par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Les périodes restantes après la création d'un ou plusieurs emplois à prestations complètes d'instituteur primaire ne peuvent être utilisées à d'autres fins.

Art. 4. Chaque pouvoir organisateur informe les organes locaux de concertation sociale visés à l'article 1.3.1.1, 44°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, des modalités d'utilisation des emplois dont question à l'article 3 du présent décret et leur communique le modèle de convention, en cas de mutualisation visée à la section 2.

Section 2. — Mutualisation

Art. 5. Les périodes visées à l'article 2 du présent décret peuvent être mutualisées via la création d'un partenariat dans le cadre du présent décret.

Ce partenariat peut regrouper indifféremment des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné, des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné ou des écoles de l'enseignement organisé par la Communauté française d'une même zone.

Art. 6. § 1^{er}. Le partenariat visé à l'article 5 du présent décret est consacré par voie de convention entre pouvoirs organisateurs différents.

§ 2. La convention règle l'organisation et le fonctionnement du partenariat et détermine notamment le pouvoir organisateur chargé d'assurer la coordination du partenariat et par conséquent porteur du ou des emploi(s) visé(s) à l'article 3.

Elle mentionne également l'école-siège dans laquelle le membre du personnel est désigné au sein du pouvoir organisateur chargé d'assurer la coordination du partenariat.

§ 3. La convention entre en vigueur au moment où l'ensemble des représentants des parties prenantes y ont apposé leur signature et lie ses signataires pour toute l'année scolaire.

§ 4. La convention reprenant entre autres la liste des différents pouvoirs organisateurs est transmise à l'Administration générale de l'enseignement au plus tard le 31 janvier 2023.

En cas de prolongation en vertu de l'article 13, la convention reprenant entre autres la liste des différents pouvoirs organisateurs est transmise à l'Administration générale de l'enseignement au plus tard le 31 octobre 2023.

En cas de transmission tardive ou non conforme de la convention, les périodes visées à la section 1 ne sont pas octroyées au Pouvoir organisateur chargé d'organiser la coordination du partenariat.

§ 5. Chaque pouvoir organisateur, pour les réseaux officiel et libre subventionnés, et chaque école, pour le pouvoir organisateur organisé par la Communauté française ne peut adhérer qu'à un seul partenariat.

§ 6. Les périodes sont octroyées au pouvoir organisateur chargé d'assurer la coordination du partenariat, désigné dans la convention conformément au § 2.

Section 3. — Le membre du personnel

Art. 7. En cas de primo recrutement, le membre du personnel doit posséder le titre requis ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour la fonction concernée, tel que défini par le décret du 11 avril 2014 précité.

Art. 8. Les emplois visés à l'article 3 sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois.

En aucun cas, l'octroi de ces périodes ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif.

Art. 9. § 1^{er}. Le membre du personnel visé par le présent titre est affecté dans un ou des emploi(s) d'instituteur primaire définitivement vacant(s) ou temporairement vacant(s) au(x)quel(s) il n'a pas pu être pourvu, dans la zone concernée, au sein des établissements de l'enseignement primaire ordinaire du pouvoir organisateur concerné ou en cas de mutualisation, des pouvoirs organisateurs signataires de la convention de partenariat visée à l'article 6, tel(s) que défini(s) dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, dans le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

Le membre du personnel visé par le présent titre peut être affecté dans un ou des emploi(s) d'instituteur primaire définitivement vacant(s) ou temporairement vacant(s) qui ne répond(ent) pas aux conditions de subventionnement visées à l'article 9 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif aux congés de maladie et de maternité des membres du personnel de l'enseignement de l'État, dans la zone concernée, au sein des établissements de l'enseignement primaire ordinaire du pouvoir organisateur concerné ou en cas de mutualisation, des pouvoirs organisateurs signataires de la convention de partenariat visée à l'article 6.

Les emplois visés aux alinéas 1 et 2 ne peuvent être qu'à temps plein ou mi-temps.

§ 2. Lorsque le membre du personnel ne peut être affecté à un remplacement, il accomplit des tâches au sein du pouvoir organisateur ou, en cas de mutualisation, du pouvoir organisateur chargé d'assurer la coordination du partenariat, désigné dans la convention conformément à l'article 6, § 2.

Ces tâches spécifiques sont constituées des pratiques de différenciation au sens de l'article 2.1.1-1., 10°, du décret portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

§ 3. En cas de mutualisation, le travail collaboratif tel que visé au chapitre VI du titre II du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, est effectué uniquement auprès de l'école-siège désignée dans la convention conformément à l'article 6, § 2, alinéa 2.

Les missions obligatoires de service à l'école et aux élèves visées à l'article 8, § 1^{er}, du décret du 14 mars 2019 précité, sont effectuées dans toutes les écoles au sein desquelles le membre du personnel effectue des remplacements. Elles sont limitées à la durée du remplacement.

Art. 10. Le membre du personnel recruté par un pouvoir organisateur dans des périodes qui ont été mutualisées via un partenariat tel que prévu dans le présent décret, peut être affecté dans des emplois visés à l'article 9, alinéa 1^{er}, d'autres pouvoirs organisateurs du partenariat.

Le membre du personnel est tenu de répondre aux instructions qui lui sont données par le pouvoir organisateur au sein duquel il est pourvu à l'emploi.

Art. 11. Les services prestés par le membre du personnel dans ce pool local de remplacement conformément à l'article 9, § 1^{er}, sont valorisés dans le pouvoir organisateur au sein duquel il est pourvu à l'emploi, conformément à l'article 29bis, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, à l'article 34, § 1^{er}, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ou à l'article 39, a), b), c) et d), de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ainsi qu'à l'article 2, §§ 1 et 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'État.

Les services prestés par le membre du personnel dans ce pool local de remplacement conformément à l'article 9, § 2, sont valorisés dans le pouvoir organisateur visé à l'article 6 § 6, conformément à l'article 29bis, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, à l'article 34, § 1^{er}, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ou à l'article 39, a), b), c) et d), de l'arrêté-royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ainsi qu'à l'article 2, §§ 1 et 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'État.

Au sein du pouvoir organisateur Wallonie-Bruxelles Enseignement, en l'absence de candidature valablement introduite lors de l'appel à candidats à une désignation à titre temporaire lancé en janvier 2022, le membre du personnel est réputé avoir fait acte de candidatures dans les formes et délais prévus par l'appel précité.

En cas de prolongation en vertu de l'article 13, au sein du pouvoir organisateur Wallonie-Bruxelles Enseignement, en l'absence de candidature valablement introduite lors de l'appel à candidats à une désignation à titre temporaire lancé en janvier 2023, le membre du personnel est réputé avoir fait acte de candidatures dans les formes et délais prévus par l'appel précité.

Art. 12. Les prestations accomplies par un membre du personnel du pool de remplacement dans un emploi visé à l'article 9, § 1^{er}, doivent être renseignées par le pouvoir organisateur auprès des Services du gouvernement.

Art. 13. La mise en œuvre du dispositif expérimental visé au présent Titre fait à son issue l'objet d'une évaluation par le gouvernement portant sur la rencontre des objectifs visés et sur son impact budgétaire. Cette évaluation fera l'objet d'un rapport au Parlement communiqué par le ministre ayant l'Éducation dans ses attributions.

Sur base de ce rapport, le gouvernement peut prolonger l'expérience durant l'année scolaire 2023-2024.

TITRE II. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique*

Art. 14. A l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique, un point C rédigé comme suit est inséré:

« C. Avec une limitation de cinq ans:

a) Pour le calcul de l'ancienneté dans une fonction de maître de seconde langue: allemand, de maître de seconde langue: anglais ou de maître de seconde langue: néerlandais, le temps que le membre du personnel entré en fonction à partir du 28 août 2023, a passé comme salarié d'un emploi rémunéré et comportant des prestations complètes dans le secteur privé et à condition qu'il puisse attester d'une pratique de la langue enseignée durant le temps visé.

b) Pour le calcul de l'ancienneté dans une fonction de maître de seconde langue: allemand, de maître de seconde langue: anglais ou de maître de seconde langue: néerlandais, le temps que le membre du personnel entré en fonction à partir du 28 août 2023, a passé comme indépendant à titre principal et à condition que le membre du personnel puisse attester d'une pratique de la langue enseignée durant le temps visé. ».

Art. 15. A l'article 16, § 2, du même arrêté royal, les mots « ou le membre du personnel » sont ajoutés après les mots « l'agent ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, spécial, moyen technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 16. L'article 30 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, spécial, moyen technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est remplacé par l'article suivant:

« Chaque année, l'appel aux candidats à une désignation en qualité de temporaire prioritaire est lancé dans le courant du mois de janvier par avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les conditions requises dans le chef des candidats, dont le nombre de jours minimum qu'il faut avoir presté à la date de l'appel aux candidats précité ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Le nombre de jours précité est fixé à 600 jours et comprend au moins 300 jours prestés dans la fonction considérée. Les 600 jours dont question doivent avoir été prestés, dans un ou plusieurs établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française. Les 300 jours d'ancienneté de fonction doivent avoir été prestés sur deux années scolaires au minimum dans le courant des trois dernières années scolaires, en ce compris l'année de l'appel dans un ou plusieurs établissements organisés par le pouvoir organisateur Wallonie-Bruxelles Enseignement.

Le pouvoir organisateur Wallonie-Bruxelles Enseignement peut déroger au nombre de jours prévu à l'alinéa 3 lorsque le nombre de candidatures est trop important. ».

Art. 17. A l'article 34 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° le § 1^{er} est supprimé;

2° le § 2 est renuméroté en § 1^{er};

3° dans le nouveau § 1^{er}, le mot « candidats » est remplacé par les mots « candidats temporaires prioritaires »;

4° le § 3 est renuméroté en § 2.

Art. 18. A l'article 39 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 30, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « à l'article 30 »;

2° à l'alinéa 1^{er}, *littera a)*, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant:

« Sont seuls pris en considération dans l'ancienneté de service requise, les services effectifs rendus dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française soit depuis que le candidat porte le titre requis pour la fonction à laquelle il est candidat à une désignation en qualité de temporaire prioritaire, soit lorsque les dérogations successives prévues à l'article 20, §§ 1 et 3, ont été accordées, à partir du 151^e jour ouvré pour les titres suffisants dans la fonction considérée ou du 601^e jour ouvré et à l'expiration de la quatrième année scolaire pour les autres titres dans la fonction considérée. »;

3° à l'alinéa 1^{er}, *littera a)*, alinéa 2, les mots « dans l'enseignement de la Communauté française » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française ».

Art. 19. A l'article 31^{ter} du même arrêté royal, l'alinéa 1^{er}, 5°bis, est remplacé par ce qui suit:

« 5°bis être porteur dans l'enseignement secondaire de promotion sociale pour la fonction à conférer:

a) d'un titre requis fixé par le gouvernement en rapport avec la fonction à conférer;

b) avoir fait l'objet de dérogation(s) prévue(s) à l'article 20, § 1^{er}, pendant au moins 150 jours d'ancienneté de fonction pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants;

c) avoir fait l'objet des dérogations prévues à l'article 20, § 3, pendant au moins 600 jours d'ancienneté de fonction répartis sur minimum quatre années scolaires consécutives pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des autres titres. ».

Art. 20. A l'article 46^{novies} du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

« Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 46^{octies}, alinéa 1^{er}, sont admissibles les services effectifs rendus en fonction principale dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française à partir du 1^{er} septembre 1998, soit depuis que le membre du personnel porte le titre requis pour la fonction visée à l'article 31 quater, soit, lorsque les dérogations prévues à l'article 20, §§ 1, 3 et 5, ont été accordées, à partir du 151^e jour ouvré pour les titres suffisants dans la fonction considérée ou du 601^e jour ouvré et à l'expiration de la

quatrième année scolaire pour les autres titres, dans la fonction considérée ou à partir du 451^e jour acquis en qualité de temporaire et à l'expiration de la troisième année scolaire, pour la fonction considérée. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'État*

Art. 21. À l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'État, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit: « Pour le calcul du nombre de jours, sont applicables les dispositions fixées à l'article 39, b), c) et d), e) et f), de l'arrêté royal du 22 mars 1969. Pour le calcul du nombre de jours pour l'enseignement de promotion sociale, à partir du 1^{er} septembre 1998, sont applicables les dispositions fixées dans l'article 46*undecies* du même arrêté. »;

2° au § 2, est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit: « Pour le calcul du nombre de jours, sont applicables les dispositions fixées à l'article 39, b), c) et d), e) et f), de l'arrêté royal du 22 mars 1969. Pour le calcul du nombre de jours pour l'enseignement de promotion sociale, à partir du 1^{er} septembre 1998, sont applicables les dispositions fixées dans l'article 46*undecies* du même arrêté. »;

3° au § 3, est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit: « Pour le calcul du nombre de jours, sont applicables les dispositions fixées à l'article 39, b), c) et d), e) et f), de l'arrêté royal du 22 mars 1969. Pour le calcul du nombre de jours pour l'enseignement de promotion sociale, à partir du 1^{er} septembre 1998, sont applicables les dispositions fixées dans l'article 46*undecies* du même arrêté. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 22. A l'article 16*bis*, § 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « au 1^{er} juin de l'année scolaire précédente » sont remplacés par les mots « à l'issue de chaque année scolaire ou académique ».

Art. 23. A l'article 16*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté royal, les mots « au 1^{er} juin de l'année scolaire précédente » sont remplacés par les mots « à l'issue de chaque année scolaire ou académique ».

CHAPITRE 5. — *Disposition modifiant l'article 76 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux dispositions budgétaires 1976-1977*

Art. 24. A l'alinéa 6 de l'article 76 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux dispositions budgétaires 1976-1977, les mots « titulaires d'une fonction de promotion » sont supprimés.

CHAPITRE 6. — *Disposition modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 25. A l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8°, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les mots « ou organisé par la Communauté française » sont ajoutés entre les mots « dans l'enseignement subventionné » et « , 720 jours d'ancienneté de service ».

CHAPITRE 7. — *Disposition modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

Art. 26. A l'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9°, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots « dans l'enseignement officiel subventionné dont 240 jours dans la fonction considérée et 360 jours dans le Pouvoir organisateur » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et 360 jours dans le pouvoir organisateur dont 240 jours dans la fonction considérée »;

2° les mots « au sein de l'enseignement officiel subventionné » sont remplacés par les mots « au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

CHAPITRE 8. — *Disposition modifiant le décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente*

Art. 27. A l'article 35 du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente, il est inséré un 4°, rédigé comme suit:

« 4° à défaut d'être porteur de titre ou détenteur d'une reconnaissance d'expérience utile tel que visé au 3°, peuvent être admis au jury les candidats qui exercent ou ont exercé lors de l'année scolaire précédente une fonction enseignante dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

CHAPITRE 9. — *Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

Art. 28. A l'article 16, § 2, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit:

« Pour les fonctions de langues modernes, peuvent en outre être admis comme composant du titre de capacité, les certificats de réussite à des tests de langue émis par des organisations belges ou internationales dont le gouvernement fixe la liste ainsi que le niveau de réussite requis en référence au Cadre européen commun de référence pour les langues: Apprendre, enseigner, évaluer. ».

TITRE III. — ENTREE EN VIGUEUR

Art. 29. Le titre 1^{er} entre en vigueur le 1^{er} décembre 2022 et cesse de produire ses effets le 7 juillet 2023, excepté dans le cas où le gouvernement a pris la décision, avant cette date, de prolonger le mécanisme de pool local de remplacement en projet d'une année supplémentaire en vertu de l'article 13.

Les articles 16 à 21 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Les autres dispositions entrent en vigueur 10 jours après la publication au *Moniteur belge* du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 463-1. – Amendement(s) en commission, n° 463-2 - Rapport de commission, n° 463-3 – Texte adopté en commission, n° 463-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 463-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 30 novembre 2022.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/34566]

1 DECEMBER 2022. — Decreet tot instelling van een experimenteel stelsel voor de oprichting van een lokale vervangingspool voor het schooljaar 2022-2023 en houdende diverse maatregelen om het tekort aan leerkrachten tegen te gaan.

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — BEPALINGEN TOT OPRICHTING VAN EEN EXPERIMENTEEL STELSEL VOOR LOKALE VERVANGINGSPOOL*Afdeling 1. — Lestijden*

Artikel 1. Deze titel heeft tot doel tijdens het schooljaar 2022-2023 bijkomende middelen toe te kennen aan de inrichtende machten van de scholen voor lager onderwijs gelegen in de gebieden van Brussel en Henegouwen-Zuid respectievelijk bedoeld in artikel 1, punten 1 en 10, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juli 2002 waarbij de gebieden voor het basisonderwijs bepaald worden bij toepassing van artikel 13 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welzijn in de basisscholen, voor de oprichting van een lokale vervangingspool.

Deze lokale vervangingspool wordt opgericht ofwel binnen elke inrichtende macht, ofwel bij verschillende inrichtende machten mits, in dit geval, het afsluiten van de partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 6.

Deze lestijden mogen in geen enkel geval worden aangewend voor andere doeleinden dan de doeleinden bedoeld in deze titel.

Art. 2. § 1. Aan de inrichtende machten van het gewoon basisonderwijs bedoeld in artikel 1 worden in totaal 1.152 lestijden toegekend, naar rata van één lestijd per volledige schijf van 90 regelmatig ingeschreven leerlingen op 15 januari 2022. De berekening wordt gemaakt door de inrichtende macht. Elke inrichtende macht geniet minstens één lestijd.

In geval van mutualisering bedoeld in afdeling 2, wordt de berekening gemaakt op basis van de totale basisschoolbevolking op 15 januari 2022 van alle scholen die deel uitmaken van het samenwerkingsverband.

§ 2. De lestijden bedoeld in dit decreet worden toegekend voor een schooljaar, van 1 december 2022 tot 7 juli 2023.

Art. 3. De middelen bedoeld in artikel 2 van dit decreet laten toe om één of meer betrekkingen met volledige prestaties te creëren in een aanwervingsfunctie van leraar lager onderwijs, zoals bepaald door het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De lestijden die overblijven na het ontstaan van één of meer betrekkingen met voltijdse prestaties van leraar lager onderwijs kunnen niet voor andere doeleinden worden aangewend.

Art. 4. Elke inrichtende macht brengt de lokale organen voor sociaal overleg bedoeld in artikel 1.3.1, 1, 44°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs op de hoogte van de nadere regels voor het gebruik van de betrekkingen bedoeld in artikel 3 van dit decreet en deelt hen het model van overeenkomst mee, in geval van mutualisering bedoeld in afdeling 2.

Afdeling 2. — Mutualisering

Art. 5. De lestijden bedoeld in artikel 2 van dit decreet kunnen gemutualiseerd worden door middel van een partnerschap in het kader van dit decreet.

Dit partnerschap kan de inrichtende machten van het vrij gesubsidieerd onderwijs, de inrichtende machten van het officieel gesubsidieerd onderwijs of de scholen van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap in hetzelfde gebied onverschillig samenbrengen.

Art. 6. § 1. Het partnerschap bedoeld in artikel 5 van dit decreet wordt bevestigd door middel van een overeenkomst tussen de verschillende inrichtende machten.

§ 2. De overeenkomst regelt de organisatie en de werking van het partnerschap en bepaalt inzonderheid de inrichtende macht die belast is met de coördinatie van het partnerschap en dus verantwoordelijk is voor de betrekking(en) bedoeld in artikel 3.

Ze vermeldt ook de zetelschool waarin het personeelslid aangesteld is binnen de inrichtende macht die belast is met de coördinatie van het partnerschap.

§ 3. De overeenkomst treedt in werking wanneer alle vertegenwoordigers van de belanghebbende partijen deze hebben ondertekend en bindt de ondertekenaars voor het hele schooljaar.

§ 4. De overeenkomst met onder andere de lijst van de verschillende inrichtende machten wordt uiterlijk op 31 januari 2023 bezorgd aan de Algemene Administration Onderwijs.

In geval van verlenging krachtens artikel 13 wordt de overeenkomst met onder andere de lijst van de verschillende inrichtende machten uiterlijk op 31 oktober 2023 bezorgd aan de Algemene Administratie Onderwijs.

In geval van laattijdige of niet-conforme verzending van de overeenkomst, worden de lestijden bedoeld in afdeling 1 niet toegekend aan de inrichtende macht die belast is met de organisatie van de coördinatie van het partnerschap.

§ 5. Elke inrichtende macht, voor het officieel gesubsidieerd net en het gesubsidieerd vrij onderwijs, en elke school, voor de inrichtende macht georganiseerd door de Franse Gemeenschap, kan slechts tot één enkel partnerschap toetreden.

§ 6. De lestijden worden toegekend aan de inrichtende macht die belast is met de coördinatie van het partnerschap, aangesteld in de overeenkomst overeenkomstig § 2.

Afdeling 3. — Het personeelslid

Art. 7. Bij eerste aanwerving moet het personeelslid beschikken over het vereiste bekwaamheidsbewijs of het voldoende bekwaamheidsbewijs met een opleidingscomponent voor het betrokken ambt, zoals bepaald door voormeld decreet van 11 april 2014.

Art. 8. De betrekkingen bedoeld in artikel 3 worden toegekend aan de personeelsleden op een vrijwillige basis, na toepassing van de wettelijke regels voor de toewijzing van de betrekkingen.

De toekenning van deze lestijden kan in geen enkel geval leiden tot een benoeming of een aanwerving in vast verband.

Art. 9. § 1. Het personeelslid bedoeld in deze titel wordt aangewezen in één of meer betrekking (en) van leraar lager onderwijs die definitief of tijdelijk vacant is (zijn) die niet kon (-den) worden vervuld, in het betrokken gebied, binnen de inrichtingen voor gewoon lager onderwijs van de betrokken inrichtende macht of in geval van mutualisering, van de inrichtende machten die de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 6 hebben ondertekend, zoals bepaald in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, in het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs en in het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

Het personeelslid bedoeld in deze titel kan niet worden aangewezen in één of meer betrekkingen van leraar lager onderwijs die definitief of tijdelijk vacant is (zijn) en die niet beantwoordt (-den) aan de voorwaarden voor de subsidiëring bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de ziekte- en bevallingsverloven der leden van het personeel uit het Rijksonderwijs, in het betrokken gebied, binnen de inrichtingen voor gewoon lager onderwijs van de betrokken inrichtende macht of in geval van mutualisering, van de inrichtende machten die de partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 6 hebben ondertekend.

De betrekkingen bedoeld in het eerste en tweede lid kunnen slechts voltijds of halvtijds zijn.

§ 2. Wanneer het personeelslid niet kan worden aangesteld als plaatsvervanger, vervult hij taken binnen de inrichtende macht of, in geval van mutualisering, van de inrichtende macht belast met de coördinatie van het partnerschap, aangesteld in de overeenkomst overeenkomstig artikel 6, § 2.

Deze specifieke taken bestaan uit differentiatiepraktijken in de zin van artikel 2.1.1-1., 10°, van het decreet houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

§ 3. In geval van mutualisering is het collegiaal werk, zoals bedoeld in Hoofdstuk VI van Titel II van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, enkel uitgevoerd in de zetelschool van de school aangesteld in de overeenkomst overeenkomstig artikel 6, § 2, tweede lid.

De verplichte dienstopdrachten aan de school en aan de leerlingen bedoeld in artikel 8, § 1, van voornoemd decreet van 14 maart 2019, worden uitgevoerd in alle scholen waar het personeelslid vervanging vervult. Ze zijn beperkt tot de duur van de vervanging.

Art. 10. Het personeelslid dat door een inrichtende macht wordt aangeworven in de lestijden die gemutualiseerd werden via een samenwerkingsverband zoals bepaald in dit decreet, kan worden aangewezen in de betrekkingen bedoeld in artikel 9, eerste lid, van andere inrichtende machten van het samenwerkingsverband.

Het personeelslid is verplicht de instructies na te leven die hem worden gegeven door de inrichtende macht waar hij tewerkgesteld is.

Art. 11. De diensten geleverd door het personeelslid in deze lokale vervangingspool overeenkomstig artikel 9, § 1, worden gewaardeerd in de inrichtende macht waar hij tewerkgesteld is, overeenkomstig artikel 29bis, § 1, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, in artikel 34, § 1, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs of in artikel 39, a), b), c) en d), van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, [gespecialiseerd], middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, alsook in artikel 2, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs.

Binnen de inrichtende macht van Wallonie-Bruxelles Enseignement wordt het personeelslid, bij gebreke van een geldige kandidatuur ingediend tijdens de oproep tot kandidaten voor een tijdelijke aanstelling gelanceerd in januari 2022, geacht een kandidatuur te hebben ingediend binnen de vormen en termijnen voorzien in voornoemde oproep.

In geval van verlenging krachtens artikel 13, binnen de inrichtende macht van Wallonie-Bruxelles Enseignement, bij gebreke van een geldige kandidatuur ingediend tijdens de oproep tot kandidaten voor een tijdelijke aanstelling gelanceerd in januari 2023, wordt het personeelslid geacht een kandidatuur te hebben ingediend binnen de vormen en termijnen voorzien in voornoemde oproep.

Art. 12. De prestaties geleverd door een personeelslid van de vervangingspool in een betrekking bedoeld in artikel 9, § 1, moeten door de inrichtende macht worden gemeld aan de diensten van de Regering.

Art. 13. De uitvoering van een experimenteel stelsel bedoeld in deze titel is onderworpen aan een evaluatie door de regering van de verwezenlijking van de vooropgestelde doelstellingen en de budgettaire impact ervan. Deze evaluatie zal het voorwerp uitmaken van een verslag aan het Parlement dat door de minister bevoegd voor Onderwijs meegedeeld wordt.

Op basis van dit verslag kan de regering de ervaring tijdens het schooljaar 2023-2024 verlengen.

TITEL II. — WIJZIGINGSBEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs*

Art. 14. In artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, wordt een punt C ingevoegd, luidend als volgt :

« C. Met een beperking van vijf jaar:

a) Voor de berekening van de anciënniteit in een ambt van meester tweede taal: Duits, meester tweede taal: Engels of meester tweede taal: Nederlands, wordt de tijd die het personeelslid dat in functie is getreden sinds 28 augustus 2023, als werknemer doorgebracht in een betaalde betrekking met volledige prestaties in de privésector en op voorwaarde dat hij kan aantonen dat hij de tijdens de betreffende periode onderwezen taal heeft geoefend.

b) Voor de berekening van de anciënniteit in een ambt van meester tweede taal : Duits, meester tweede taal : Engels of meester tweede taal : Nederlands, wordt de tijd die het personeelslid dat in functie is getreden vanaf 28 augustus 2023, als zelfstandig in hoofdzaak doorgebracht en op voorwaarde dat het personeelslid kan aantonen dat hij de tijdens de betreffende periode onderwezen taal heeft geoefend. ».

Art. 15. In artikel 16, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « of het personeelslid » toegevoegd na de woorden « de ambtenaar ».

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969*

tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 16. Artikel 30 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt vervangen als volgt :

Elk jaar wordt in de loop van de maand januari de oproep tot kandidaten voor een aanstelling als prioritair tijdelijk personeelslid gelanceerd door middel van een bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze kennisgeving vermeldt de voorwaarden die aan de kandidaten worden gesteld, met inbegrip van het minimum aantal dagen dat gepresteerd moet zijn op de datum van voornoemde oproep tot kandidaten, evenals de vorm en de termijn waarin de kandidaturen moeten worden ingediend.

Het voornoemd aantal dagen wordt vastgesteld op 600 dagen en omvat minimaal 300 gepresterde dagen in het betrokken ambt. De betrokken 600 dagen moeten gepresteerd zijn in een of meer door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen. De 300 dagen ambtsanciënniteit moeten gepresteerd zijn gedurende ten minste twee schooljaren in de loop van de laatste drie schooljaren, met inbegrip van het jaar van de oproep, in een of meer inrichtingen georganiseerd door de inrichtende macht Wallonie-Bruxelles Enseignement.

De inrichtende macht van Wallonie-Bruxelles Enseignement kan afwijken van het aantal dagen voorzien in het derde lid wanneer het aantal kandidaturen te hoog is. ».

Art. 17. In artikel 34 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1 wordt geschrapt ;

2° § 2 wordt opnieuw genummerd in § 1;

3° in het nieuwe § 1 wordt het woord « kandidaten » vervangen door de woorden « prioritaire tijdelijke kandidaten »;

4° § 3 wordt opnieuw genummerd in § 2.

Art. 18. In artikel 39 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « in artikel 30, eerste lid » vervangen door de woorden « in artikel 30 »;

2° in het eerste lid, littera a), wordt het eerste lid vervangen als volgt ::

« Voor de vereiste dienstanciënniteit wordt alleen rekening gehouden met de daadwerkelijke diensten die zijn geleverd in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, hetzij omdat de kandidaat houder is van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor het ambt waarvoor hij kandidaat is voor een aanstelling als tijdelijk prioritair, hetzij wanneer de opeenvolgende afwijkingen voorzien in artikel 20, §§ 1 en 3, verleend zijn, vanaf de 151ste werkdag voor voldoende bekwaamheidsbewijzen in het betrokken ambt of vanaf de 601ste werkdag en bij het verstrijken van het vierde schooljaar voor de andere bekwaamheidsbewijzen in het betrokken ambt. »;

3° in het eerste lid, littera a), tweede lid worden de woorden « in het onderwijs van de Franse Gemeenschap » vervangen door de woorden « in het onderwijs met volledig leerplan of alternerend onderwijs of in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ».

Art. 19. In artikel 31*ter* van hetzelfde koninklijk besluit wordt het eerste lid, 5°bis, vervangen als volgt :

« 5°bis houder zijn in het secundair onderwijs voor sociale promotie voor het te begeven ambt:

a) van een vereist bekwaamheidsbewijs vastgesteld door de regering ten opzichte van het te begeven ambt;

b) onderworpen zijn aan (de) afwijking(en) bedoeld in artikel 20, § 1, gedurende ten minste 150 dagen ambtsanciënniteit voor het tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van voldoende bekwaamheidsbewijzen;

c) onderworpen zijn geweest aan de afwijkingen bedoeld in artikel 20, § 3, gedurende ten minste 600 dagen ambtsanciënniteit gespreid over ten minste vier opeenvolgende schooljaren voor het tijdelijk personeelslid houder van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van andere bekwaamheidsbewijzen. ».

Art. 20. In artikel 46*novies* van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

« Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 46*octies*, eerste lid, komen in aanmerking de daadwerkelijke diensten geleverd in hoofdzak in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap vanaf 1 september 1998, hetzij aangezien het personeelslid houder is van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor het ambt bedoeld in artikel 31 *quater*, hetzij, wanneer de afwijkingen voorzien in artikel 20, §§ 1, 3 en 5, verleend werden, vanaf de 151e werkdag voor voldoende bekwaamheidsbewijzen in het betrokken ambt of vanaf de 601ste werkdag en bij het verstrijken van het vierde schooljaar voor de andere bekwaamheidsbewijzen, in het betrokken ambt of vanaf de 451ste dag verworven als tijdelijk personeelslid en bij het verstrijken van het derde schooljaar, voor het betrokken ambt.»;

2° in het tweede lid worden de woorden “in het onderwijs voor sociale promotie in de Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “in het onderwijs met volledig leerplan of in het alternerend onderwijs of in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ».

HOOFDSTUK 3. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs.*

Art. 21. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt : « Voor de berekening van het aantal dagen zijn van toepassing de bepalingen vastgesteld in artikel 39, b), c) en d), e) en f), van het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Voor de berekening van het aantal dagen voor het onderwijs voor sociale promotie, vanaf 1 september 1998, zijn van toepassing de bepalingen vastgesteld in artikel 46*undecies* van hetzelfde besluit. »;

2° in § 2 wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt : « Voor de berekening van het aantal dagen zijn van toepassing de bepalingen vastgesteld in artikel 39, b), c) en d), e) en f), van het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Voor de berekening van het aantal dagen voor het onderwijs voor sociale promotie, vanaf 1 september 1998, zijn van toepassing de bepalingen vastgesteld in artikel 46*undecies* van hetzelfde besluit. »;

3° in § 3 wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt : « Voor de berekening van het aantal dagen zijn van toepassing de bepalingen vastgesteld in artikel 39, b), c) en d), e) en f), van het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Voor de berekening van het aantal dagen voor het onderwijs voor sociale promotie, vanaf 1 september 1998, zijn van toepassing de bepalingen vastgesteld in artikel 46*undecies* van hetzelfde besluit. ».

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974*

genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 22. In artikel 16*bis*, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen), worden de woorden « op 1 juni van het vorige schooljaar » vervangen door de woorden « na elk schooljaar of academiejaar ».

Art. 23. In artikel 16*quinquies*, § 1, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « op 1 juni van het vorige schooljaar » vervangen door de woorden « na elk schooljaar of academiejaar ».

HOOFDSTUK 5. — *Bepaling tot wijziging van artikel 76 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977.*

Art. 24. In het zesde lid van artikel 76 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977 worden de woorden « die houder zijn van een bevorderingsambt » geschrapt.

HOOFDSTUK 6. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 25. In artikel 42, § 1, eerste lid, 8°, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden de woorden « of georganiseerd door de Franse Gemeenschap » toegevoegd tussen de woorden « in het gesubsidieerd onderwijs » en « , 720 dagen dienstanciënniteit ».

HOOFDSTUK 7. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs*

Art. 26. In artikel 30, § 1, eerste lid, 9°, van het decreet van 6 juni 1994 f tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in het gesubsidieerd officieel onderwijs, inclusief 240 dagen in het bedoelde ambt en 360 dagen bij de Inrichtende macht » worden vervangen door de woorden « in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en 360 dagen bij de inrichtende macht, inclusief 240 dagen in het bedoelde ambt »;

2° de woorden « binnen het gesubsidieerd officieel onderwijs » worden vervangen door de woorden « binnen het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ».

HOOFDSTUK 8. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding*

Art. 27. In artikel 35 van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° geen houder zijn van een bekwaamheidsbewijs of van een erkenning van nuttige ervaring zoals bedoeld in 3°, kunnen tot de examencommissie worden toegelaten de kandidaten die tijdens het voorgaande schooljaar een onderwijzend ambt uitoefenen of hebben uitgeoefend in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

HOOFDSTUK 9. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

Art. 28. In artikel 16, § 2, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de ambten van moderne talen kunnen bovendien in aanmerking komen als bestanddeel van het bekwaamheidsbewijs, de getuigschriften van slagen in taaltesten uitgereikt door de Belgische of internationale organisaties waarvan de regering de lijst bepaalt alsook het vereiste slaagniveau met verwijzing naar het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor de talen : leren, onderwijzen, evalueren. ».

TITEL III. — INWERKINGTREDING

Art. 29. Titel 1 treedt in werking op 1 december 2022 en houdt op uitwerking te hebben met ingang van 7 juli 2023, behalve wanneer de regering vóór die datum de beslissing heeft genomen om het ontwerp van stelsel voor lokale vervangingspool met een extra jaar te verlengen krachtens artikel 13.

De artikelen 16 tot 21 treden in werking op 1 januari 2023.

De andere bepalingen treden in werking 10 dagen nadat dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 december 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 463-1. – Commissieamendement(en), nr. 463-2- Verslag van de Commissie, nr. 463-3 – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 463-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 463-5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 30 november 2022.